

compte des priorités économiques du gouvernement et du ministère.

Le ministre nous parle-t-il des avantages que retirent les Canadiens d'un système de radiotélédiffusion national financé par les deniers publics et accessible à tous? Selon lui, une stratégie d'investissement est un signe de bonne gestion. Le ministre lui-même, non seulement aujourd'hui, mais à d'autres reprises, a montré clairement aux Canadiens qu'il n'est pas disposé à appliquer de bonnes méthodes de gestion à ses propres déplacements, mais il s'attend quand même à ce que la collectivité artistique du Canada se contente de \$7,000, \$8,000 ou \$9,000 par année. Il s'attend à ce que la collectivité artistique et culturelle demande à être prise en charge par le bien-être social, afin que ses membres puissent utiliser leurs aptitudes dans le domaine culturel. Il veut que la collectivité artistique et culturelle ne bronche pas alors que les frais de déplacement des ministres tant au Canada qu'à l'étranger coûtent littéralement des milliers de dollars. Pourtant c'est le même ministre qui dit carrément à la collectivité artistique et culturelle qu'il ne prendra pas sa défense.

Qui défend ces gens-là? Qui parle au nom des Canadiens qui estiment que l'avenir même de notre pays est en jeu? Qui représente ces Canadiens qui comprennent que c'est grâce à une collaboration des secteurs privé et public que nous avons été en mesure de mettre sur pied des institutions nationales dont notre pays peut être fier? Qui au cabinet parlera au nom de ces gens? Allons-nous simplement suivre la ligne qu'a si bien tracée le premier ministre du Canada? Le premier ministre semble disposé à vendre non seulement notre économie, mais également notre culture, car après tout, nous pouvons regarder la télévision américaine, nous pouvons acheter des livres américains, nous pouvons accepter que la culture anglaise en provenance des États-Unis nous envahisse. Nous n'avons pas besoin d'une identité canadienne propre, d'un système dans lequel le gouvernement sert d'instrument pour modifier la politique pratiquée par le secteur public et joue un rôle de premier plan en s'assurant que la culture canadienne réussisse non seulement à survivre, mais également à être florissante.

Un certain nombre de députés du Québec devraient se féliciter. Je crois qu'ils ont accompli un travail incroyable dans des conditions extrêmement difficiles, en s'assurant que la culture francophone au Canada se développe et fleurisse. Cette capacité n'est pas aussi apparente dans la collectivité canadienne anglaise. En tant que Canadienne, je crains que si le gouvernement maintient ses coupures et refuse désormais de jouer un rôle de premier plan dans le développement graduel de la culture de notre pays, nous nous laisserons hypnotiser par nos voisins du Sud.

La mise en œuvre de réseaux de télécommunications sur une grande échelle au cours des vingt dernières années a été fort importante en ce qu'elle a permis aux Canadiens d'un bout à l'autre de notre pays de se voir et de s'entendre les uns les

Les subsides

autres. Je me plais souvent à écouter *Cross Country Checkup*, car j'aime bien savoir ce qui se passe et ce que pensent aussi bien nos concitoyens de Terre-Neuve que ceux de Victoria. C'est une émission bien de chez nous qui me donne accès aux cœurs et aux esprits de mes concitoyens d'un océan à l'autre. Cependant, c'est là un rôle que le secteur privé ne saurait jouer. Celui-ci n'a pas pour raison d'être la promotion, l'épanouissement et la défense de la culture canadienne. Il se soucie d'abord et avant tout de profits, gage de son pouvoir. Parler de profits n'est pas déshonorant. Par ailleurs, nous ne saurions permettre au gouvernement d'abolir les institutions qui ont participé à l'élaboration et à la défense de notre culture sous prétexte que le secteur privé peut prendre la relève. Nous avons besoin de travailler ensemble. En matière d'économie et de culture, nous favorisons l'approche mixte qui a si bien servi tous les Canadiens. C'est cette approche que le gouvernement devrait adopter, et non celle qui sème la ruine depuis le 4 septembre dernier.

• (1720)

[Français]

Le président suppléant (M. Charest): Questions ou commentaires, l'honorable ministre des Communications (M. Masse).

M. Masse: Je vous remercie, monsieur le Président.

J'aimerais d'abord pouvoir dire à mon honorable collègue que peut-être, contrairement à la majorité des députés de ce Parlement, j'ai une certaine admiration pour sa personnalité. Elle est énergique, dynamique, mais par contre j'ai un peu moins d'admiration au sujet de son intégrité intellectuelle, de sa connaissance de l'histoire. Je devrai lui faire remarquer que, depuis approximativement 1920, près de 50 ans de responsabilités administratives dans ce pays ont été dévolues à son parti, et les inquiétudes qu'elle manifeste aujourd'hui, inquiétudes que je partage quant à l'importance qu'il y a de promouvoir les intérêts culturels de l'ensemble des Canadiens, mais l'inquiétude aujourd'hui est largement la responsabilité des dirigeants de son parti depuis quelques générations, et notre responsabilité actuellement est dans une difficulté économique dont la responsabilité largement également est celle de la mauvaise gestion économique du gouvernement précédent, donc dans des paramètres où il est difficile de s'assurer indépendamment et malgré ce que le parti libéral a pu nous causer sur le plan économique et culturel de repartir aujourd'hui vers une destinée intéressante pour le milieu de la culture, et je puis vous assurer que si nos prédécesseurs, membres de son gouvernement, avaient eu des préoccupations aussi fondées que les miennes quant à l'avenir du milieu culturel de ce pays, elle n'aurait pas eu aujourd'hui les paroles qu'elle a prononcées.

Le président suppléant (M. Charest): L'honorable députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps).